

## Le rapport de l'ONU propose des actions émanant du Conseil de sécurité et du secteur privé pour lutter contre la traite des êtres humains

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE - POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

**NEW YORK, 8 SEPTEMBRE 2016** – Un rapport détaillant des idées d'action du Conseil de sécurité et des secteurs de la technologie, de la finance et du recrutement pour lutter contre la traite d'êtres humains en situations de conflit a été publié aujourd'hui par l'Université des Nations Unies (UNU), en sa qualité de « laboratoire d'idées » des Nations Unies et soutenu par les gouvernements du Royaume-Uni et du Liechtenstein. Le rapport, « [Lutter contre la traite des êtres humains en situations de conflit : 10 idées d'action du Conseil de sécurité](#) », identifie également les mesures que pourrait suivre le personnel de l'ONU dans les zones de conflit afin d'accroître la protection de victimes éventuelles, en particulier celles déplacées par les conflits.

*« Le nombre d'esclaves actuels étant estimé à 45,8 millions d'individus, l'esclavage moderne est l'une des plus grandes tragédies de notre temps en matière de droits des êtres humains. Un conflit rend les personnes particulièrement vulnérables à l'exploitation et à l'asservissement par des groupes comme Da'ech/ISIL et Boko Haram, » déclare **Matthew Rycroft (OEB Représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'ONU)**. « Le Royaume-Uni s'engage à travailler avec des partenaires internationaux, y compris des entreprises technologiques et d'autres acteurs du secteur privé, à lutter contre ce fléau. Nous accueillons favorablement les 10 idées concrètes d'interventions proposées dans ce rapport et sommes impatients d'aborder ces questions avec nos collègues du Conseil de sécurité dans les mois à venir ».*

Les membres du Conseil de sécurité ont intégré la traite des êtres humains parmi les questions thématiques en décembre 2015 sous l'impulsion des États-Unis et après avoir entendu le témoignage poignant de Nadia Murad Basee Taha, une survivante yézidi, victime d'esclavage sexuel par l'EIIL. Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, publiera un rapport à ce sujet, qui devrait fait l'objet d'un débat officiel au Conseil de sécurité en décembre. Le rapport de l'Université des Nations Unies propose des idées qui seront présentées aux États membres de l'ONU avant le débat.

S'il est vrai que les groupes armés non étatiques exploitent depuis longtemps des personnes vulnérables à des fins sexuelles, pour le service militaire et le travail forcé, ces groupes, notamment l'EIIL et Boko Haram encouragent et organisent désormais, l'esclavage à une échelle sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale.

*« Des preuves inquiétantes dans ce rapport suggèrent que la traite d'êtres humains en situations de conflit est un problème croissant, » précise **M. James Cockayne, directeur du bureau de l'Université des Nations Unies à New York** et auteur principal du rapport. « Des groupes armés, dont l'EIIL et Boko Haram réaniment ouvertement l'esclavage et organisent des marchés d'esclaves, utilisant les techniques les plus sophistiquées et institutionnalisées, notamment via des plateformes de médias sociaux pour solliciter et vendre aux enchères leurs victimes. L'esclavage sexuel institutionnalisé, l'enrôlement forcé d'enfants pour des attentats suicides et le trafic d'organes sont parmi les nouveaux aspects terrifiants que revêt la traite d'êtres humains. Dès à présent, le Conseil de sécurité dispose de puissants moyens dont il pourrait faire usage pour renverser ce courant pernicieux et aider les états à sanctionner ces crimes.*

Le nombre estimé de femmes, d'enfants et d'hommes yézidis asservis par l'État islamique d'Iraq et du Levant s'élève à 5 000. L'année passée, les miliciens de l'EIL ont eu recours à des messages cryptés via l'application de messagerie sécurisée Telegram et à des applications telles que WhatsApp, Twitter et Threema pour vendre aux enchères des femmes yézidis asservies et blanchir ensuite les profits qu'ils en ont tirés.

Le rapport propose 10 « idées d'actions » développées par le Conseil de sécurité, dont : une surveillance accrue de l'implication des groupes armés dans la traite d'êtres humains, le partage de données, le recours aux sanctions et la coopération pénale internationale. Point important, le rapport envisage des pistes pour renforcer la dénonciation internationale de l'esclavage et de la traite de personnes en situations de conflits, qui peuvent constituer des crimes contre l'humanité.

*« Nous avons besoin d'un cadre de référence pour mettre en place des actions visant à aider les états à protéger les personnes contre la traite d'êtres humains et à punir les responsables de ces actes »* commente **Christian Wenaweser, l'Ambassadeur du Liechtenstein auprès des Nations Unies**. *« Ce rapport contient plusieurs idées prometteuses d'actions telles qu'une nouvelle position visant à soutenir les efforts de l'ONU, la mise en place de sanctions existantes qui couvrent déjà la traite d'êtres humains, mais ne sont pas utilisées efficacement et le renforcement du rôle de la Cour pénale internationale. »*

Le rapport propose également des mesures que le Conseil de sécurité pourrait utiliser pour renforcer la surveillance de la traite d'humains liée à des conflits armés déjà à son ordre du jour, dont une équipe spéciale chargée de la surveillance et le partage amélioré de données du secteur privé.

*« Le Conseil de sécurité peut développer l'échange de données entre les services de police, les régulateurs financiers et les acteurs du secteur privé concernés, »* argumente **Krishna Patel, directeur de Justice Initiative, conseiller général de la fondation Grace Farms et ancien procureur fédéral adjoint aux États-Unis**. *« Il a permis d'avancer à grands pas dans la déstabilisation du financement du terrorisme avec cet outil de partage d'informations, mais ne s'est pas occupé de l'implication de ces groupes terroristes dans la traite d'êtres humains, même dans les situations où ce trafic est une source potentielle conséquente de revenus de leurs activités terroristes. »*

Le rapport de l'Université des Nations Unies suggère que le Conseil de sécurité encourage les secteurs de la finance, de la technologie, de l'emploi et du recrutement à développer des normes relatives au devoir de précaution afin d'éviter leurs implications dans l'essor de la traite d'êtres humains dans le cadre de leurs activités.

*« Le secteur privé a un rôle crucial à jouer dans la surveillance et le démantèlement de la traite de personnes en situations de conflit »,* annonçait **Warrick Beaver, directeur général de l'activité concernant la vigilance des risques associés aux tierces parties de la société Thomson Reuters**, l'un des parrains de ce rapport. *« Le monde des affaires suivra toujours les orientations des organismes officiels et des bureaux de réglementation. Le Conseil de sécurité pourrait aider les états et le secteur privé à travailler ensemble afin d'établir des exigences et des protections plus claires, par exemple en développant des normes relatives au principe de précautions et en encourageant la formation d'agents responsables de la gestion des risques et du respect de la conformité afin d'empêcher que les chaînes de production ne soient ternies par la traite d'êtres humains en situations de conflit. »*

À ce sujet, Dr. Cockayne remarque : « *Le Conseil de sécurité a entamé des démarches similaires afin de développer des normes conçues pour éviter que l'industrie ne tire des avantages du minerai provenant de zones de conflit. Pourquoi ne pas appliquer ces mesures à la traite des êtres humains ?* »

Un nombre record de 65 millions de personnes déracinées par le conflit et la persécution dans le monde entier sont à risque accru d'exploitation criminelle et traite des êtres humains. Le rapport constate que les migrants en situation irrégulière sont particulièrement vulnérables à la traite des personnes dans les zones sensibles telles que les zones de transit, les zones d'attente, les lieux d'emploi non officiels, les installations informelles, et au sein des communautés qui hébergent des migrants. Il souligne des moyens potentiels de renforcer les compétences internationales visant à identifier, aider et protéger les civils qui se trouvent dans ces zones à risques, notamment en développant des capacités de réaction rapides, des équipes spéciales de surveillance et des campagnes d'informations ciblées.

*« La traite et l'esclavage affecte les personnes les plus vulnérables dans le monde. Les réseaux criminels s'abattent sur ces personnes vulnérables qui sont fragiles, épuisées et désespérées. »* comme le fait remarquer **Kevin Hyland, Indépendant Anti-Slavery Commissioner** (Commissaire indépendant contre l'esclavage au Royaume-Uni) « *Avec des idées novatrices pour l'action, le mal de l'esclavage moderne pourrait être considérablement perturbé. La législation doit être utilisée de manière adéquate pour assurer les auteurs soient punis et que les victimes soient protégées, et ce rapport souligne, à point nommé, l'urgence de voir cela se matérialiser* ».

Le rapport complet est disponible sur <https://unu.edu/fighting-human-trafficking-in-conflict>

- FIN -

**Disponible pour le téléchargement :**

- Résumé du rapport en français et en anglais
- Le rapport complet en anglais
- Le video: <https://www.youtube.com/user/UNUChannel> (anglais)

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

Julia Blocher

Agent de recherche et de communication

L'université des Nations Unies

Email: [blocher@unu.edu](mailto:blocher@unu.edu), Mobile :+ 1(917) 654-7412

Twitter: @juliablocher

**Suivez l'Université des Nations Unies sur les médias sociaux :**

Twitter: @uuniversity, @james\_cockayne

Facebook: <https://www.facebook.com/UnitedNationsUniversity/>

Veuillez utiliser #endslavery

**Suivez les partenaires sur les médias sociaux :**

- UK Mission à l'ONU :@UKUN\_NewYork et @MatthewRycroft1
- Liechtenstein : @LiechtensteinUN

- Thompson Reuters : @riskmanagement et @thomsonreuters, et utilisez #TRRisk et @riskmanagement, @WarrickBeaver
- Grace Farms : @GraceFarmsCT
- Et :@RichardLui

### **Note à l'attention des rédacteurs**

La préparation du rapport de l'Université des Nations Unies a été soutenue par le gouvernement du Royaume-Uni, un membre permanent du Conseil de sécurité, et par le Liechtenstein, un défenseur de longue date de la responsabilisation internationale en matière de violations des droits de l'homme. Elle a également reçu l'appui de Thomson Reuters et de la fondation Grace Farms, située à New Canaan, dans le Connecticut, aux États-Unis.

Le rapport de l'ONU résume les débats organisés en juin et juillet 2016 entre plus de 100 experts issus de missions permanentes auprès des Nations Unies, d'entités de l'ONU, de services nationaux de répression, de régulateurs financiers, des secteurs technologique et financier, des médias et de la société civile. Ces discussions ont eu lieu sur le site de Grace Farms, un nouveau centre destiné à la nature, aux arts, à la justice, à la population, et la foi en New Canaan, dans le Connecticut, aux États-Unis.

### **À propos de l'ONU**

L'Université des Nations Unies (UNU) est une communauté internationale de chercheurs voués à la recherche pertinente en matière politique relative à la lutte contre des problèmes d'une portée mondiale, la formation et le renforcement des capacités post-universitaires spécialisés, et la diffusion des connaissances. L'ONU joue un rôle de cellule de réflexion pour le système des Nations Unies. Cette université fonctionne sous la forme d'un réseau mondial d'instituts et de programmes, coordonnés par le centre de l'ONU à Tokyo.